

Quand le Premier ministre flirte avec l'extrême droite néofasciste

LES LIAISONS DANGEREUSES DE TANSU ÇILLER

ISTANBUL, (12 novembre 1995) IPS - Depuis quatre ans qu'elle est entrée dans la vie politique turque, Tancu Çiller a développé autour d'elle une réputation comme une grande survivante (des retournements politiques) et habile manipulatrice.

Rares sont ses actions, pour assurer sa survie politique, qui ont soulevées autant d'indignation que celles de connivence avec les partis d'extrême-droite en vue de prochaines élections législatives, le mois prochain.

«*Elle est comme la veuve qui s'est mariée avec le tueur de son mari*» la décrit Husamettin Cindoruk, qui vient d'être expulsé du Parti de la Juste Voie (DYP) et qui est considéré actuellement comme l'un de ses plus virulents opposants.

Cindoruk est indigné par la quête d'alliance du Premier ministre avec les partis fascistes. «*Je ne peux appeler quelqu'un comme «nationaliste turc» s'il ne comprend pas la justice. Ce genre de nationalisme n'est autre que chauvinisme*» déclare M. Cindoruk.

L'un de ces leaders avec qui Çiller est en train de chercher une alliance n'est que... Alpaslan Türkeş, du Parti d'Action Nationaliste (MHP), qui a été impliqué dans le coup d'État militaire de 1960 et qui a chassé du pouvoir le prédécesseur du DYP, le Parti Démocrate (DP).

Après avoir été jugés par les tribunaux d'exception le Premier ministre du DP, M. Adnan Menderes, son ministre des Affaires étrangères, M. Fatin Rustu Zorlu, et son ministre des Finances,

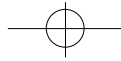
M. Hasan Polatkan, ont été exécutés pour «*haute trahison*», en 1961.

Türkes servait à l'époque comme un colonel dans l'armée. Il a joué un rôle de premier plan dans le coup d'État et on se souvient de lui comme le porte-parole de la Junte militaire ayant annoncé la prise du pouvoir par les militaires à la radio.

Après avoir joué un rôle principal au sein du mouvement ultranationaliste du «*pan-turkisme*» comme un jeune officier depuis 1940, Türkeş a été forcé de démissionner de l'armée en 1962. Il a, depuis lors, constitué son propre parti, qu'il dirige d'une main de fer en s'attribuant le surnom de «*Basbug*», l'équivalent turc de «*Führer*» allemand.

Türkes et son mouvement (MHP) sont devenus célèbres par les campagnes violentes «*anti-communistes*» en 1960 et en 1970 avec l'aide des Services secrets. Devenus également célèbres par leurs attaques contre les partis de gauche durant le coup d'État militaire à travers une branche des Services secrets dite «*L'organisation de contre-guérilla*», organisation à laquelle étaient affiliés les militants du MHP, à l'époque du Premier ministre Bülent Ecevit, en 1970.

Les campagnes «*anti-communistes*» du MHP ont toujours eu le soutien des différents gouvernements dirigés par M. Süleyman Demirel (actuel président de la République) et son Parti de la Justice (AP). Ce parti a été banni en 1980. Türkeş et ses collègues ont été jugés par les Cours militaires pour meurtre des intellectuels de gauche,



Quand le Premier ministre flirte avec l'extrême droite néofasciste

attentats à la bombe et émeutes. Cependant, les dirigeants du MHP ont récusé ces charges en disant «*nos idées sont au pouvoir mais nos corps sont dans une prison militaire*». Leurs peines ont été atténuées et ils ont été relâchés. Ils ont reconstitué le MHP en 1984. Néanmoins, 24 de leurs membres de «la Jeunesse Armée» (les Loups Gris) ont été exécutés pour meurtre et quelques centaines d'autres ont été condamnés à de lourdes peines. Il n'en demeure pas moins que l'émergence du «*nationalisme grand turc*» comme anti-dote de la lutte des Kurdes, dans le Sud-Est, qui vise à créer leur propre foyer national, a blanchi le passé du MHP.

D'ores et déjà le bilan de la guerre s'élève à 18.000 personnes tuées, y compris les militants kurdes, des membres des forces de sécurité et des civils.

Le MHP est connu par son refus total de la reconnaissance même de l'identité kurde, et son implacable campagne pour «l'indivisibilité du pays». Il recrute parmi les jeunes dans les villes de l'ouest de la Turquie. «*Les sentiments nationalistes et le nationalisme politique sont bien implantés au sein de la population turque de sorte que (tous) les partis poursuivent des campagnes nationalistes.*» déclare Riza Muftuoglu, un dirigeant du MHP.

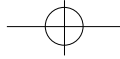
«*Les citoyens nous soutiennent parce qu'ils savent que nous n'avons pas peur de ceux originaires de l'Est et nous n'allons pas faire des concessions là-dessus*» déclare Yakup Tabakoglu, un dirigeant de la municipalité de l'ouest d'Adana, dirigée par le MHP.

Cependant, les dirigeants du DYP, le parti de Mme. Çiller, en particulier dans la région soumise à l'état d'urgence, sont profondément préoccupés les perspectives d'alliance avec le MHP. «*Comment pourrions-nous expliquer cette alliance à la population ?*» se demande Galip Ensarioglu, président de la branche locale du DYP de la ville de Diyarbakir, ville située au Sud-Est du pays, et d'ajouter «*Nous faisons confiance au peuple mais pas aux forces de sécurité*» a déclaré à IPS faisant ainsi allusion aux chefs de la police qui viennent de démissionner et

entendent figurer sur la liste électorale du DYP pour les prochaines élections. Par ailleurs, M. Ensarioglu croit que cette alliance avec le MHP va affecter négativement l'image du DYP auprès de ses supporters dans le Sud-Est: «*Le Sud-Est est différent de l'Ouest (du pays), ici nous faisons la politique au prix de nos vies. Nous ne pouvons pas adopter une stratégie qui va nous faire gagner quelques points de plus à l'Ouest, on ne va tout de même pas démissionner du parti mais on ne va pas faire d'alliance locale le MHP non plus*». Lorsque l'on lui pose la question sur les chances du «Super-gouverneur» de la région soumise à l'état d'urgence d'emporter les élections sur une liste du DYP à Diyarbakir, M. Ensarioglu dit «Oh, oui!» et sourit ironiquement. «*Nous récompensons les chefs de sécurité qui ont du succès. Çiller, dans un habit moderne et européen, veut coupler son parti avec le MHP*» dit un analyste de la vie politique turque, Dr. Tarik Demirkan, et ajoute : «*Tout est bien ficelé maintenant, les forces de l'ombre, les cadres corrompus vont oeuvrer au grand jour*». Il est convaincu qu'une fois le MHP au pouvoir «*les assassinats extra-judiciaires, les évacuations forcées des villages auront un soutien légal. Ainsi le fascisme sera institutionnalisé à travers le suffrage universel. Un fascisme rendu institutionnel par le suffrage universel est plus néfaste que la pire des dictatures militaires; car ayant été ainsi enraciné dans la société, il est difficile de l'éliminer sans s'attirer le courroux de la population*» conclut-il. Le principal slogan du MHP confirme apparemment les soucis de M. Demirkan: puisque sur leurs bannières dont les principales villes sont désormais parées on lit «*Aime la Turquie ou quitte-la*».

Le MHP détient déjà 17 sièges suite aux élections de 1991 obtenus grâce à leur alliance avec le parti islamiste *Refah*. Les sondages récents donnent 9% des voix au MHP et 13% au DYP. La majorité des électeurs restent encore indécis.

Tancu Çiller et son mari M. Özer sont actuellement sous les feux de la presse en raison de leurs propriétés et actions non déclarées en Turquie et aux États-Unis. Bien que les Çiller ont déclaré l'année dernière qu'ils vendraient leurs

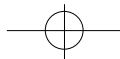


avoirs aux États-Unis et rapatrier leurs richesses au pays, ils ne l'ont pas encore fait. De plus, une commission d'enquête parlementaire a récemment révélé que les Çiller ont augmenté leurs investissements aux États-Unis.

Cela comprend un centre commercial, un hôtel,

plusieurs villas au New Hampshire et des actions dans une compagnie familiale.

La commission a par ailleurs découvert que les investissements des Çiller à l'intérieur du pays ont prospéré et que d'autres investis souvent dans l'infrastructure touristique n'ont pas été déclarés.



**COMITÉ INTERNATIONAL
POUR LA LIBÉRATION DES DÉPUTÉS KURDES EMPRISONNÉS EN TURQUIE**

(C.I.L.D.E.K.T.)

Présidente

Mme. Danielle MITTERRAND

Vice-présidents

- Mme. Anita APELTHUN SÆLE, députée, présidente du Comité norvégien
- M^e Christian CHARRIERE-BOURNAZEL, avocat, ancien secrétaire de la Conférence
- M. Gustav von ESSEN, député, président du Comité suédois
- Mme. Antoinette FOUQUE, parlementaire européenne, présidente de l'Alliance des femmes pour la démocratie.
- M^e Daniel JACOBY, avocat, président d'honneur de la Fédération Internationale des Ligues des droits de l'homme.
- Mme. Claudia ROTH, présidente du Groupe des Verts au Parlement européen
- Mme. Ségolène ROYAL, ancienne ministre, députée des Deux-Sèvres.

Comité de parrainage:

- M. Oscar ARIAS SANCHEZ, Prix Nobel de la Paix, ancien président de la République de Costa-Rica
- Mme. Mauread CORRIGAN, Prix Nobel de la Paix
- Sa Sainteté le DALAI LAMA, Prix Nobel de la Paix
- Mme. Catherine LALUMIÈRE, présidente du Groupe Alliance radicale européenne
- M. François MITTERRAND, ancien président de la République française
- M. Adolfo PERES ESQUIVEL, Prix Nobel de la Paix
- Mgr. Desmond TUTU, Prix Nobel de la Paix
- Mme. Betty WILLIAMS, Prix Nobel de la Paix.

Objectifs (Extrait des Statuts) :

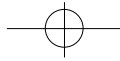
- Faire connaître à l'opinion publique le sort des députés kurdes emprisonnés pour délit d'opinion, assurer leur défense, agir pour leur libération et celle de tous les prisonniers d'opinion en TURQUIE.
- Promouvoir des actions en faveur de la paix et de la démocratie en TURQUIE et d'un règlement pacifique du problème kurde dans ce pays dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes.

Pour atteindre ses buts:

Le Comité mettra en oeuvre différents moyens tant matériels que financiers, tels que:

- création dans tous les pays démocratiques où cela est possible de comités nationaux ;
- réunions, colloques, conférences, débats ;
- publications périodiques ou non ;
- envois en TURQUIE et autres pays de missions ;

Chaque comité national est indépendant dans sa gestion.



POURQUOI CE DOSSIER ?

*L'accord d'union douanière avec la Turquie est-il juste un arrangement commercial ou s'agit-il d'une étape importante dans la voie d'une adhésion progressive à l'Europe ? Ratifier, dans les conditions actuelles, cet accord ne risque-t-il pas d'être interprété comme un **quitus** donné par le Parlement européen à un gouvernement turc ultra-nationaliste coupable notamment de la destruction de plus de trois mille villages kurdes, du déplacement forcé de plus de trois millions de Kurdes et de l'assassinat de plusieurs milliers d'opposants civils ?*

La modification «cosmétique» de l'article 8 de la loi anti-terreur a certes permis l'élargissement d'une centaine d'intellectuels souvent en fin de peine, mais que vont devenir les 12.000 autres prisonniers politiques du Goulag turc condamnés au terme de procès sommaires par des tribunaux d'exemption appliquant d'autres dispositions scélérates de la législation turque ? L'Europe aurait-elle conclu une union douanière avec une Espagne franquiste régie par des lois non démocratiques et mal traitant ses Basques et ses Catalans ? Au-delà des considérations des droits de l'homme et de démocratie que valent les arguments «géopolitiques» avancés pour justifier la ratification ? Quel avantage peut-on espérer d'un pays instable miné par un grave conflit interne, politiquement chaotique où le parti du vice Premier ministre accuse le Premier ministre d'être «le cheval de Troie de l'extrême droite fasciste», où l'ancien président du Parlement

dénonce le «péril fasciste et la mise en place d'un Etat policier» et où, enfin, le président de la République déclare qu'il aurait «jeté le Premier ministre par la fenêtre si elle n'était pas une femme» ? Que deviendra l'union douanière si demain une coalition d'extrême droite arrive au pouvoir en Turquie ? Ne serait-il pas plus sage pour le Parlement européen d'attendre l'émergence d'un gouvernement turc stable et raisonnable remplissant l'ensemble des conditions de démocratisation posées par les eurodéputés pour ratifier l'Union douanière ? Sinon en ratifiant celle-ci alors même qu'à l'évidence Ankara n'a pas satisfait la plupart de ses conditions le Parlement européen ne risque-t-il pas de perdre de sa crédibilité et de son autorité morale aux yeux de l'opinion européenne ainsi d'ailleurs qu'auprès des Turcs ?

Ce dossier d'information, élaboré en collaboration avec plusieurs ONG suivant au jour le jour la situation en Turquie, se propose d'apporter à ces questions et à d'autres des éléments de réponse enrichis de nombreux documents et témoignages, pour contribuer à une information aussi complète que possible des eurodéputés afin qu'ils votent en toute connaissance de cause. Prenant à témoin l'opinion, nous avons également adressé ce dossier édité en allemand, en anglais et en français, à la presse et aux principales ONG de droits de l'homme de pays européens. Nul n'a le droit d'invoquer l'ignorance sur un problème qui touche de près l'avenir de la construction européenne, le contenu politique de celle-ci ainsi que la paix y compris dans l'Union européenne où vivent trois millions de Turcs et de Kurdes.

C. I. L. D. E. K. T .

106, RUE LA FAYETTE, 75010 PARIS

TÉL. : 01 45 23 11 72 • FAX : 01 47 70 99 04